de MARTIN PLIC... ...est le prix d'un ... commente-t-il ... de FLORENCE HARTMANN page 4

Le prix social de l'Europe

L'assainissement des finances publiques conduit les pays de la CEE à réviser leurs politiques de protection sociale

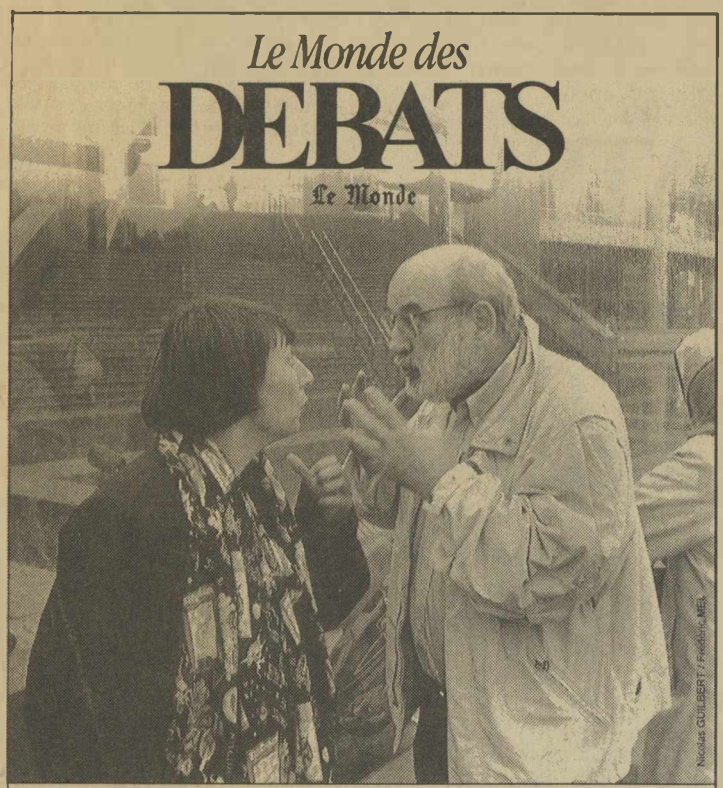
par Jean-Michel Normand

Avant de toucher les dividendes de la construction communautaire, les économies européennes se préparent à payer le prix qu'exige l'assainissement de leurs finances publiques et de leurs régimes sociaux. Ces dernières semaines, l'Italie et l'Espagne mais aussi la Suède, candidate à l'adhésion à la CEE, ont annoncé de sévères programmes de remise en ordre des systèmes de santé, de retraite ou d'assurance-chômage. Une action déjà engagée, mais à des degrés divers, dans les autres pays de la Communauté.

Soucieux d'affûter leur compétitivité en prévision de l'ouverture du marché unique du 1er janvier 1993 et tenus de se plier aux critères de convergence des politiques économiques contenus dans le traité de Maastricht, plusieurs gouvernements ont résolu de s'attaquer pour de bon aux déficits publics qu'ils avaient laissé se creuser. De toute évidence, la récente tempête monétaire les a incités à accélérer un processus que le «oui» français ne peut que conforter.

Le dispositif le plus radical est sans aucun doute le plan rendu public le 17 septembre par M. Giuliano Amato, le président du Conseil italien.

Lire la suite et nos informations page 17


Le Monde des
DEBATS
Le Monde
Nicolas GUILBERT / Frédéric MEL

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE
EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

La guerre commerciale Etats-Unis-Europe

Washington presse les Douze d'accepter des concessions agricoles.

page 16

Peugeot-Citroën : bénéfices en hausse

Les ventes du groupe ont progressé de 3,7 % au cours du premier semestre, mais la part de marché a reculé en France.

page 20

La santé de M. Mitterrand

Le professeur Debré assure que le président *«n'est pas physiquement empêché d'exercer sa fonction»*.

page 24

SANS VISA

■ Genet à Mettray. ■ Découverte : Saint-Domingue, Colomb chez Pharaon. ■ Nature : l'amanite des Césars. ■ Découverte : Britanniques de cœur, Gallois de langue. ■ Table. ■ Jeux.

pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

...0 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; ...rvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

Le prix social de l'Europe

Suite de la première page

Après l'accord conclu en juillet avec les syndicats pour mettre un terme à l'échelle mobile (ce qui devrait conduire à ne faire évoluer les salaires qu'en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix), l'Italie opte pour une austérité renforcée (*le Monde* du 19 septembre). Le plan Amato prévoit qu'au-delà d'un revenu annuel de 40 millions de lires (près de 200 000 francs), un ménage ne pourra plus bénéficier de la gratuité de la plupart des médicaments; il porte progressivement de soixante à soixante-cinq ans l'âge de la retraite (de cinquante-cinq à soixante ans pour les femmes), ralentit la revalorisation des pensions, décrète le «gel» des salaires des fonctionnaires et bloque les dépenses budgétaires.

Ce plan, qui contient aussi des taxes sur les entreprises et les signes extérieurs de richesse, doit réduire de 93 000 milliards de lires (380 milliards de francs) le déficit budgétaire en 1993. En dépit des réactions des syndicats, qui brandissent la menace d'une grève générale, M. Amato ne voit pas d'autre issue, assurant que *«nous avons le prix fort à payer et des sacrifices douloureux pour redonner du crédit à notre pays»*.

La Suède, dont le revenu par tête est près d'une fois et demie supérieur à celui de l'Italie, a elle aussi opté pour la rigueur, mais dans un contexte moins conflictuel. Fruit d'un accord conclu le 20 septembre entre le gouvernement conservateur et l'opposition social-démocrate, le programme de réduction des dépenses publiques vise à économiser 45 milliards de couronnes (40 milliards de francs) d'ici à 1997. Les retraites, les bourses d'études et les allocations familiales ne seront pas augmentées, les aides au logement seront réduites, l'âge de départ à la retraite sera porté de soixante-cinq à soixante-six ans et les congés payés amputés de deux jours. Le relèvement de certains impôts indirects permettra de renforcer la lutte contre le chômage. M. Carl Bildt, chef du gouvernement suédois, juge indispensable de consentir *«un effort pour sauver le pays»* et maintenir *«une société de bien-être»*.

«Une année de grande rigueur»

Pour sa part, le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzales n'a pu convaincre les syndicats d'adhérer à un *«pacte social de progrès»*. L'objectif avoué du budget d'austérité qui vient d'être présenté est de mettre l'Espagne en conformité avec les critères de convergence européens. Après la révision à la baisse des allocations-chômage, les salaires des fonctionnaires seront bloqués. En Grèce, la réforme des retraites et la réorganisation de la fonction publique mécontentent les syndicats, alors que le gouvernement portugais prévoit que 1993 sera *«une année de grande rigueur»*.

Quant à la Belgique, elle est invitée par l'OCDE à réduire les allocations d'assurance-chômage et à ramener de 6 % aujourd'hui à 3 % en 1996 le déficit des administrations publiques. En Grande-Bretagne, M. John Major poursuit le démembrement du *Welfare State* engagé par Mme Margaret Thatcher, qu'il s'agisse de la santé ou des programmes d'assistance aux plus démunis.

L'Allemagne n'est pas non plus à l'abri. Le financement de son unification ne peut être assuré par la croissance. Le gouvernement fédéral s'efforce de persuader communes et Länder de limiter à 3 % le rythme annuel de leurs dépenses. Parallèlement, il entend réduire les prestations de santé de 11,4 milliards de deutschemarks (environ 40 milliards de francs) par an à partir de 1993. Outre-Rhin, on parle aussi de *«pacte de solidarité»* et certains envisagent un emprunt obligatoire pour assurer une partie des transferts vers l'Est.

Axée sur la *«mise en compétitivité»* de l'Europe, cette thérapie – d'autant plus douloureuse qu'elle intervient dans un contexte de stagnation économique mondiale – ne constitue pas, malgré les sacrifices qu'elle exige, un démantèlement complet de l'État-providence. Comparé à d'autres, le système européen de protection sociale restera en tout état de cause l'un des plus favorables.

Néanmoins, un tel ajustement suscite des tensions sociales susceptibles d'alimenter l'incompréhension, voire l'hostilité, d'une partie de l'opinion à l'égard de la construction européenne. Une menace qu'il n'est désormais plus possible de négliger après le résultat étriqué du référendum français du 20 septembre survenu après le «non» danois opposé en juin.

Faut-il pour autant accuser l'Europe de tous les maux? Si la convergence des politiques économiques impose des choix difficiles, la nécessité de résorber les déséquilibres des régimes sociaux ne date pas des accords de Maastricht. *«Tout le monde savait que, tôt ou tard, il faudrait passer par là*, estime un expert de l'OCDE. *Maastricht ne fait qu'écrire noir sur blanc l'impératif de réduction des déficits publics qui pèsent sur la compétitivité des économies de la Communauté.»*

Plus qu'une prise de conscience, le traité d'union européenne serait donc un coup d'accélérateur. Il inciterait les Douze, et ceux qui, comme la Suède, souhaitent les rejoindre, à s'adapter plus rapidement à la nouvelle donne économique, marquée par le ralentissement de la croissance et, surtout, l'intensification de la concurrence.

«Le partage des sacrifices»

En outre, les manifestations d'hostilité contre le plan Amato ou le budget espagnol portent davantage sur *«le partage des sacrifices»* – c'est-à-dire la répartition des efforts entre catégories sociales – que sur la nécessité d'adopter des mesures radicales. Toutefois, si les syndicalistes italiens reconnaissent que le pays *«vit au-dessus de ses moyens»* et avancent des contre-propositions, ils doivent de ce fait affronter le mécontentement d'une partie de leur base. De son côté, la Confédération européenne des syndicats (CES) regrette que *«les politiques de convergence ne fassent pas référence, par exemple, à des critères tels que le niveau d'emploi»*.

Et la France? Hormis la révision à la baisse des allocations-chômage, décidée en juillet par le patronat et les syndicats, les régimes sociaux ont été plutôt épargnés. Les socialistes ont préféré augmenter les prélèvements sociaux (en juillet 1991, la cotisation d'assurance-maladie a été réévaluée de 0,9 point). Alors que les gouvernements successifs n'ont jamais autant évoqué la nécessité de réformer les retraites et de rationaliser les dépenses de santé, aucun acte n'a suivi. Certes, la France peut se targuer d'avoir contenu, en valeur relative, le besoin de financement de ses administrations publiques et de maîtriser l'évolution des prix comme des rémunérations. Reste que le déficit cumulé de la Sécurité sociale atteint 40 milliards de francs et qu'il faudra bien le résorber dans les mois qui viennent.

Le moment venu, le gouvernement en place s'en tiendra peut-être aux bonnes vieilles recettes en augmentant les cotisations ou la contribution sociale généralisée (CSG). A moins que, suivant l'exemple de ses voisins européens, il ne franchisse le Rubicon en donnant corps à la réforme des retraites et en hâtant la mise au point de réels mécanismes de maîtrise des dépenses de santé.

JEAN-MICHEL NORMAND

Sur fond d'agitation sociale

L'Italie fait une demande d'emprunt à la CEE

La présentation par le gouvernement italien du projet de budget pour 1993, jeudi 1er octobre (*le Monde* du 2 octobre), s'est accompagnée de la demande d'un crédit à la CEE. Cet emprunt à moyen terme – dont le montant n'est pas connu, mais a été déclaré *«substantiel»* par les autorités italiennes – est une aide à la balance des paiements et sera consenti en échange du respect par Rome d'objectifs économiques précis pour l'année 1993. Il s'agit pour les responsables italiens d'assainir la situation de leurs finances publiques, la dette totale de l'État s'élevant à 110 % du produit intérieur brut (PIB), alors que les *«critères de convergence»* définis dans le traité de Maastricht tablent sur 60 %. En août, l'agence de notation américaine Moody's avait rétrogradé la note de la dette à moyen et long terme de l'Italie, pro-